

## **Quotidien et moral des combattants volontaires des sièges de la Pointe de Grave, de Royan et de La Rochelle en 1944-1945**

Stéphane Weiss

(Article paru en 2011 dans le numéro 19 de la revue *Écrits d'Ouest* éditée par la Société Rochelaise d'Histoire Moderne et Contemporaine)

Lors de la retraite allemande d'août 1944, la *Wehrmacht* et la *Kriegsmarine* laissent d'importantes garnisons chargées de bloquer les ports de la façade atlantique, de la Gironde (poches de la Pointe de Grave et de Royan) aux principaux ports bretons, en passant par La Rochelle et l'estuaire de la Loire.

Les coûteuses prises de Brest et Saint-Malo amènent le haut commandement allié à renoncer à l'attaque des autres poches allemandes, situées à l'opposé du front principal, voire en dehors des zones parcourues par les armées alliées, dans le cas des trois poches du Sud-ouest. Une longue garde débute. Au sud de la Loire, cette mission est confiée aux forces françaises disponibles, c'est-à-dire aux formations issues des Forces françaises de l'intérieur (FFI), dans la mesure où l'armée française se limite alors à la 1<sup>ère</sup> Armée française (sept divisions) et à la 2<sup>ème</sup> Division blindée, toutes forces d'ores et déjà dirigées vers le nord-est du pays.

Le terme *confier* est d'ailleurs à relativiser. En visite à la mi-septembre à Bordeaux et Saintes, le Général de Gaulle découvre une masse combattante de près de 25 000 volontaires FFI venus assiéger les garnisons allemandes du Sud-ouest, en dehors de toute décision centralisée. Une situation similaire se répète face à Saint-Nazaire et Lorient, où les FFI côtoient cependant des unités américaines. Les premières décisions gouvernementales ne font qu'entériner les choix initiaux des principaux commandants FFI régionaux (notamment le Colonel FFI Henri Adeline dans le Sud-ouest). Une progressive prise en main gouvernementale n'intervient qu'à partir de la mi-octobre, avec la nomination du Général Edgard de Larminat à la tête des Forces françaises de l'Ouest (FFO).

Qui étaient ces combattants volontaires et quel fut leur quotidien ? L'historiographie les concernant est principalement basée sur deux livres publiés en 1948 : *La libération du Sud-ouest* par Henri Adeline et le *Livre d'Or des Forces françaises de l'Ouest* préfacé par Edgard de Larminat. Ces deux récits, émanant d'officiers supérieurs, sont centrés sur les événements de l'automne 1944 puis sur les opérations offensives du printemps 1945. Le quotidien des simples combattants durant les mois de siège reste peu abordé.

Il est dès lors apparu opportun de s'y pencher, sur la base des documents laissés par ces volontaires et conservés par le Service historique de la Défense à Vincennes. Cette matière est constituée de comptes-rendus journaliers et de correspondances, dont des rapports périodiques sur le moral à riches contenus. Contrairement aux deux ouvrages cités, ces documents sont contemporains des événements et émanent de cadres intermédiaires, souvent d'origine civile, partageant davantage le quotidien des combattants que les officiers supérieurs et n'hésitant pas à faire part de doléances voire de mouvements d'humeur.

Le texte qui suit est principalement établi à partir des fonds d'unités bien pourvues en documents conservés. Pour la poche de Royan, il s'agit de la Demi-brigade gersoise de l'Armagnac puis 158<sup>ème</sup> Régiment d'infanterie (RI), de la Brigade périgourdine Rac (puis 50<sup>ème</sup> RI) et du 107<sup>ème</sup> RI FFI charentais. Concernant la Rochelle, le propos s'appuie sur les fonds du Régiment charentais Bir Hacheim (puis 6<sup>ème</sup> RI), du Bataillon charentais Foch et du 78<sup>ème</sup> RI FFI creusois. Pour la Pointe de Grave, les sources sont plus diffuses.

## **Des combattants originaires de toute la France**

L'effectif des volontaires présents face aux trois poches allemandes du Sud-ouest atteint les 25 000 hommes à la mi-octobre, puis 38 500 à la mi-décembre avant de plafonner autour de 40 000 hommes en janvier, puis de décroître jusqu'en avril (voir le graphique 1). 9 600 combattants réguliers, progressivement arrivés d'Afrique du Nord ou de la 1<sup>ère</sup> Armée de novembre à la mi-mars 1945, ne sont pas comptés dans ce total, ainsi que les différents renforts d'avril 1945.

De fortes variations sont intervenues, au fil de l'arrivée renforts mais aussi de départs dispersés ou groupés. Au total, au regard des sources disponibles, près de 48 000 volontaires FFI sont passés sur ce front de septembre 1944 à mars 1945. Durant l'automne, l'arrivée de 21 bataillons de renfort, totalisant 13 900 hommes, a été en partie contrecarrée par près de 7 500 départs, liés à des refus de souscription d'engagement dans l'armée ou à des querelles de commandement. Ainsi, en décembre, la Pointe de Grave voit la dispersion ou le rappel à Bordeaux de six bataillons totalisant 2 000 hommes, au point que dans ce secteur, malgré les renforts, les effectifs décroissent dès la fin de l'année 1944. De même, en janvier et février, l'arrivée des 5 700 hommes de sept nouveaux bataillons contrebalance à peine le départ d'un groupement de 4 900 hommes dirigé dans le centre du pays (Weiss, 2010).

Assez logiquement, les volontaires sont majoritairement originaires du Sud-ouest et du sud de la Loire, de la Vendée aux Pyrénées et du Tarn à la Creuse. Deux départements fournissent une contribution particulièrement élevée (voir la carte 1). La Dordogne, avec plus de trente unités, et la Charente, avec une douzaine de bataillons, se vident de leurs effectifs FFI au profit du front émergent, dans l'élan de la libération puis sous la forme de renforts constitués localement par les nouvelles autorités. A partir de novembre, les renforts sont organisés par les nouvelles Régions militaires, sur demande du ministère de la guerre. Ils ne se limitent plus au Sud-ouest même si une majorité de renforts en reste originaire. Notons la présence d'alsaciens et de mosellans réfugiés dans le Sud-ouest. Ils représentent par exemple 10 % de l'effectif du 50<sup>ème</sup> RI<sup>1</sup>.

Cette population est exclusivement masculine, à l'exception de quelques auxiliaires féminines. Les archives consultées contiennent globalement peu de choses sur le profil de ces hommes. Si la plupart des commandants identifiés sont des hommes d'une certaine maturité, dont des anciens de 1914-1918, la troupe compte une forte part d'hommes jeunes n'ayant pas connu le service militaire (classes postérieures à 1939) : 80 % de l'effectif au 50<sup>ème</sup> RI<sup>2</sup>, la moitié au 158<sup>ème</sup> RI<sup>3</sup> et 60 % au 78<sup>ème</sup> RI<sup>4</sup>.

Ces combattants sont tous volontaires. La motivation patriotique semble dominante, avec un évident sentiment de revanche. Si la discipline n'apparaît pas comme un problème majeur, malgré « un peu de nostalgie pour l'indépendance antérieure » et les « improvisations du Maquis »<sup>5</sup>, tous ne sont pas des enfants de chœur, comme le montreront en avril 1945 des actes de pillage assez conséquents.

Tous ces hommes n'ont pas été au maquis, en particulier au sein des renforts de l'automne. Par exemple, au Bataillon Simonot du Tarn, seuls 30 % des hommes ont été au maquis<sup>6</sup>. Certains volontaires ont même un passé à faire oublier, à l'image d'un ancien de la Légion des volontaires français (LVF) signalé dans la Pointe de Grave<sup>7</sup>, d'anciens membres des Groupes mobiles de réserve, au sein du bataillon tarnais précité, ou d'ex-cadres du 1<sup>er</sup> Régiment de France, au sein d'un bataillon venu du Cher. Des défections sont également intervenues. Entre décembre 1944 et mars 1945, deux bataillons creusois totalisent au moins 40 désertions, soit 4 % de leur effectif initial<sup>8</sup>. Un mouvement inverse existe également des garnisons des régions libérées vers le front : le Bataillon Tripet, en garnison à Auch, perd de « trop nombreux déserteurs », retrouvés par la suite sur le front de Royan au sein de la Demi-brigade gersoise de l'Armagnac<sup>9</sup>.

La population des officiers FFI se caractérise par une faible présence d'officiers d'active : leur part ne dépasse pas 15 à 17 % des officiers avant mars 1945. Il s'agit majoritairement de civils réservistes et de sous-officiers de métier, pour qui les FFI ont constitué un ascenseur

hiérarchique. Au 78<sup>ème</sup> RI, 51 officiers FFI sur 65 étaient sous-officiers dans l'Armée<sup>10</sup>. La situation est la même pour les sous-officiers FFI, au sein desquels de simples militaires du rang ont trouvé une fonction de cadre en présence de jeunes sans antécédent militaire. Notons la présence d'octobre à février, aux côtés de la Demi-brigade de l'Armagnac, des élèves de l'École navale de Brest, regroupée en 1943 à Clairac dans le Lot-et-Garonne.

Plus que par leurs grades antérieurs, « les cadres (...) se sont imposés aux hommes surtout en raison de leur courage et de leur sens d'organisation ». Néanmoins, « certains chefs, soit par besoin d'encadrement, soit par recherche de la popularité, n'ont pas hésité à faire nommer ou à nommer eux-mêmes sans discernement, à des grades pour lesquels ils ne paraissent pas tous désignés, des officiers et sous-officiers (...) n'ayant pas fait leurs preuves dans le maquis »<sup>11</sup>. Héritage direct des maquis, les cadres sont « beaucoup plus « près des hommes » qu'autrefois », avec des « contacts familiers » : cela rend « invraisemblable qu'une crise put aboutir à une scission entre le commandement et la troupe » mais ne va pas toujours dans « le sens de l'exactitude, la notion de la discipline stricte, le respect scrupuleux des ordres à exécuter sans interprétation ». Les remaniements sont d'ailleurs « mal accueillis » « lorsqu'ils séparent les hommes des chefs auxquels ils sont attachés »<sup>12</sup>. Les privilèges du grade reprennent cependant progressivement le pas : au printemps, devant Royan et La Rochelle, les officiers sont rappelés à l'ordre pour qu'ils n'oublient pas « la camaraderie née dans le maquis, entre les chefs et la troupe »<sup>13</sup> et parce qu'« après s'être indigné de la *Naphtaline*, il n'est peut-être pas très indiqué de s'en faire un modèle »<sup>14</sup>.

Outre les volontaires FFI, le Sud-ouest héberge environ 11 000 anciens prisonniers de guerre nord-africains ou coloniaux, détenus sur place depuis 1940, notamment dans les Landes et en région bordelaise (Mabon, 2004). Si la plupart des Sénégalais sont regroupés dans l'attente d'un rapatriement, les Nord-africains, combattants de métier, servent de vivier pour constituer de nouvelles unités, notamment dans la Pointe de Grave. Des tirailleurs isolés sont également présents par ailleurs, anciens évadés ou ralliés durant la période de battement de la Libération.

S'y ajoutent des volontaires étrangers. Quelques centaines de républicains espagnols sont présents, ainsi que des Belges (dont le commandant du Régiment Z périgourdin, engagé devant Royan). A leurs côtés figurent aussi quelques anciens supplétifs de la Wehrmacht, polonais, soviétiques ou italiens. Les uns et les autres seront notamment regroupés en un petit régiment de marche de 1 200 hommes, engagé au printemps dans la Pointe de Grave (un bataillon espagnol, un bataillon italo-colonial et un bataillon marocain).

### **Des rudes conditions de vie**

La ligne de front est essentiellement faite de basses terres et de marais, qu'il s'agisse de l'estuaire de la Sèvre niortaise et du marais de Rochefort dans le secteur de La Rochelle, de l'estuaire de la Seudre et des bords de la Gironde, de part et d'autre de Royan, ou des marais de la Perge dans la Pointe de Grave.

La pluie de l'automne 1944, « fine, pénétrante, inlassable », qualifiée de « second adversaire »<sup>15</sup>, crée rapidement un paysage d'eau et de boue : « C'est un pays impossible entre ciel gris et marais : c'est le pays de la boue. Ici la boue, dès qu'on marche, vous saute au visage, vous tend des pièges glissants et colore tout : les vêtements, les chaussures, l'eau sale des marais (...). C'est le pays amphibie. Ce n'est plus la terre, ce n'est pas encore la mer : c'est la vase (...) »<sup>16</sup>. La pluie et les dispositions défensives allemandes provoquent une montée du niveau d'eau des marais : le front se transforme en une vaste étendue aquatique sur près de la moitié du périmètre des poches.

La pluie laisse la place à deux fortes vagues de froid, autour de Noël, puis du 10 au 22 janvier avec d'importantes chutes de neige. Les marais gèlent tandis que, dans l'arrière-pays charentais, la température descend à - 14° C le 12 janvier<sup>17</sup>. S'en suit un rapide dégel accompagné d'une

nouvelle montée du niveau d'eau dans les marais. Inutile de dire que les combattants sont mis à rude épreuve.

Les unités du front de l'Atlantique ne sont pas inscrites sur la *Troop list* donnant accès au ravitaillement et à la logistique alliée. Les anciens FFI ne peuvent dès lors compter que sur des ressources nationales, c'est-à-dire sur peu de choses, d'autant qu'il faut encore les partager avec les FFI restés dans les régions et avec ceux de la 1<sup>re</sup> Armée. Or la question de l'équipement n'est pas anodine, qu'il s'agisse d'un aspect sanitaire ou sécuritaire : tout au long de l'été 1944, les Allemands ont justifié le traitement des FFI en *terroristes* du fait de leur absence d'uniforme.

Les conditions initiales d'habillement des volontaires se résument en un mot : dénuement. Un rapport du 20 octobre en dresse le tableau : « Les hommes sont arrivés dans le secteur en tenue de maquis, c'est-à-dire complètement démunis d'effets d'hiver et de chaussures en bon état (...). A l'heure actuelle, aucun homme ne dispose d'une collection complète (effets de drap, capote et linge de corps). 25 % de l'effectif est encore en tenue d'été »<sup>18</sup>. La relance de fabrications régionales à Bordeaux, Angoulême, Niort, Bergerac ou encore Toulouse ne porte des fruits qu'au sortir de l'hiver, à l'image des livraisons intervenues en région bordelaise (voir les graphiques 2 et 3). Après un pic initial en octobre 1944, vraisemblablement par récupération de stocks allemands, ces livraisons, qui ne sont pas toutes destinées à la Pointe de Grave, baissent sensiblement en novembre et décembre. Elles retrouvent des niveaux plus élevés au trimestre suivant. D'un produit à l'autre, la situation est cependant variable : si les livraisons de vareuses ou de brodequins se maintiennent tout l'hiver entre 5 000 et 10 000 unités mensuelles, celles de couvertures sont nulles en décembre et celles d'effets de corps n'atteignent la barre des 5 000 unités qu'en janvier (chemises) voire seulement en mars (caleçons)<sup>19</sup>.

Devant Royan, à la Demi-brigade de l'Armagnac, une amélioration de l'habillement n'est relevée qu'à partir de février. En janvier, les tenues en drap, dont des tenues de l'Armée d'armistice perçues à Toulouse en septembre, sont encore majoritaires. On note néanmoins près de 2 600 chandails, soit un par homme. Les autres vêtements plus hivernaux sont par contre nettement insuffisants : seulement 278 peaux de mouton, 220 passe-montagnes et autres cache-nez ou 243 paires de gants pour près de 2 600 hommes ! En matière de vêtements de change, la situation n'est pas trop mauvaise, avec deux chemises et deux paires de chaussettes par homme mais seulement 1 500 caleçons en stock<sup>20</sup>.

La situation est loin d'être homogène, à l'image du 107<sup>ème</sup> RI (à la mi-février, seules 800 tenues complètes ont été perçues pour près de 1 500 hommes<sup>21</sup>) ou du 6<sup>ème</sup> RI : « Les hommes n'ont qu'une seule chemise, un seul caleçon. Les pantalons reçus sont pour la plupart des cas trop petits de taille et il faut en sacrifier une partie pour agrandir les autres. En outre, il en manque environ 550 pour que tous les hommes aient une tenue complète (certains ont encore des vêtements civils). Quant aux chaussettes, c'est le problème de toujours, surtout pour les hommes qui sont chaussés de sabots. J'ai reçu 200 capotes kaki, 50 capotes de miliciens et 600 canadiennes en tout et pour tout. Compte tenu des déchets inévitables, c'est les deux tiers de mon effectif qui, par cette saison, ne possède pas de manteau »<sup>22</sup>.

Les livraisons émiettées aboutissent à des dotations bigarrées. Ainsi en est-il de capotes allemandes reteintes en couleur « caca d'oie » et « si peu conformes à ce que l'on pouvait attendre (...), que les hommes eurent honte d'en faire usage et ne les utilisèrent par la suite que pendant leurs nuits en ligne »<sup>23</sup>.

Les chaussures posent particulièrement problème. Au 6<sup>ème</sup> RI, à la date du 22 janvier, 61 % des 2 250 hommes sont encore en sabots<sup>24</sup>. Aux manques s'ajoutent une qualité médiocre des livraisons, rapidement usées, et une carence en petit matériel d'entretien (fil, clous...). De même, les bottes en caoutchouc, bien utiles en terrain marécageux, sont rares. La Demi-brigade de l'Armagnac est à ce titre assez riche : 214 paires de bottes pour 2 600 hommes début janvier. Dans les mêmes temps, le 6<sup>ème</sup> RI, tout aussi confronté aux terrains inondés, ne dispose d'aucune paire de bottes tandis qu'en février le 107<sup>ème</sup> RI n'en possède que 54 paires pour près

de 1 500 hommes. Le constat est similaire en matière d'équipements individuels (ceinturons, musettes et casques). En janvier et février, des casques ne sont disponibles que pour 42 % de l'effectif à la Demi-brigade de l'Armagnac, 36 % de la troupe au 6<sup>ème</sup> RI et 38 % des hommes au 107<sup>ème</sup> RI<sup>25</sup> : casques Adrian modèle 1915 ou 1926, casques de tankiste modèle 1935, casques plats britanniques et même quelques casques allemands.

Arrivés sans paquetage, les volontaires sont rapidement confrontés à un problème de couchage et d'hygiène : « Cantonnements peu aménagés faute de moyens. Hygiène (lavabos, feuillées, douches) très rudimentaire. Insuffisance de savon. »<sup>26</sup> ; « Le matériel de campement est inexistant. »<sup>27</sup> ; « La paille se fait rare. On manque également de paillasses et de sacs de couchage. »<sup>28</sup>. En janvier, à la Demi-brigade de l'Armagnac, il n'y a que 800 serviettes (soit une pour trois ou quatre hommes) mais, ainsi qu'au 107<sup>ème</sup> RI, chaque homme peut dormir avec au moins deux couvertures ou un sac de couchage<sup>29</sup>.

Conséquence du dénuement chronique, la santé des combattants est mise à rude épreuve, ce qui ne surprend guère les intéressés : « Nombre d'hommes ont des chaussures qui prennent l'eau et il est même étonnant qu'il n'y ait pas plus de malades »<sup>30</sup>. Si aucun décès par maladie n'est mentionné, les effectifs sont sensiblement amoindris. Le 22 janvier, le 6<sup>ème</sup> RI compte 380 indisponibles pour maladie sur un effectif de 2 250 hommes, soit 18 % de la troupe<sup>31</sup>. Au 78<sup>ème</sup> RI, en mars, après plus de cent jours en ligne, l'état de santé est jugé alarmant : les hommes « présentent une fatigue générale avec anorexie et souvent des complications cutanées. D'autre part, leur résistance physique diminuée, les affections banales telles qu'angine rouge et bronchite revêtent une forme atypique avec abattement extrême et température élevée atteignant souvent 41° ». Au 1<sup>er</sup> Bataillon, dont l'effectif dépasse à peine les 400 hommes, le médecin a enregistré 95 consultations en décembre, 118 en janvier, 120 en février, soit le quart de l'effectif chaque mois<sup>32</sup>.

Les combattants doivent également affronter la gale et les poux, dont la propagation est favorisée par le manque de linge de rechange et de commodités. Dans la Pointe de Grave, à la date du 11 décembre, aucune distribution de savon n'a encore été faite aux quelque 10 000 hommes présents<sup>33</sup>. Au 50<sup>ème</sup> RI, « en raison du manque de savon, d'installations de douches et du matériel et produits de désinfection, 80 % de l'effectif a eu la gale »<sup>34</sup>. Faute de mieux, la dérision apporte un peu de réconfort face à la gale : « Un mal qui se répand partout / Pire que le froid et les poux / Sûrement inventé sur cette pauvre terre / Pour embêter nos gars et nous faire du mal / Capable d'enrichir en un jour l'hôpital / Faisait aux FFO la guerre »<sup>35</sup>.

Quelle était l'alimentation des combattants ? Au départ, « les troupes vivent sur le pays »<sup>36</sup>. Une telle situation n'est cependant pas durable, dans la mesure où, avec l'arrivée de l'hiver, la région ne supportera pas la subsistance de 30 à 40 000 nouveaux individus. La remise en marche d'une intendance militaire prend progressivement le relais.

La ration quotidienne au 6<sup>ème</sup> RI est connue en janvier, pour deux repas et deux « casse-crôte » (le matin et à minuit) : 450 g de viande, 1,2 kg de pommes de terre ou 300 g de haricots secs, 750 g de pain, 100 g de saucisson, une part de fromage, 40 g de confiture, 6 cl d'eau de vie et 1 litre de vin<sup>37</sup>. Pour les tirailleurs musulmans, le vin est remplacé par une triple ration de café et de sucre<sup>38</sup>. Si les quantités semblent globalement satisfaisantes (elles ne sont pas décriées), le manque de variété et la qualité sont régulièrement critiqués. Pire : « Le vin est souvent de qualité médiocre, ce qui paraît inexplicable dans une région où il y a de nombreuses vignes »<sup>39</sup>. Concernant la viande, la quantité de 450 g est d'ailleurs plus qu'honorable : pour les civils, à Bordeaux, la ration carnée quotidienne était fixée à 140 g en décembre puis à 100 g en février (Foulon, 1975). Notons que les combattants agrémentent leur alimentation au gré des opportunités : petit gibier mais également civelles et huîtres, quitte à prendre des risques en les rapillant entre les lignes.

## **La logistique : les faiblesses de la récupération**

La situation décrite pour les petits équipements est également de mise en matière de véhicules, comme d'animaux de bât, conséquence de quatre années de restrictions et de réquisitions, notamment lors de la retraite allemande. Hors motos et side-cars, les données réunies indiquent une dotation d'un véhicule pour 17 à 22 hommes aux 50<sup>ème</sup>, 107<sup>ème</sup> et 158<sup>ème</sup> RI, mais seulement d'un véhicule pour 30 hommes dans la Pointe de Grave. Encore faut-il préciser que les voitures de tourisme, à faible capacité d'emport, représentent d'un cas à l'autre deux à trois cinquièmes du parc. Les 6<sup>ème</sup> et 50<sup>ème</sup> RI font figures d'exception avec des parcs régimentaires de cars et de camions, leur offrant une capacité respective d'emport de 600 et 400 hommes pour des effectifs de 2 250 et 3 000 hommes<sup>40</sup>. L'emploi de chevaux apparaît très limité, par rareté.

Au manque quantitatif, s'ajoutent de lourdes difficultés techniques : « Le matériel de transport réquisitionné pour le service en Maquis parmi du matériel très usagé par plusieurs années de roulage excessif et d'entretien insuffisant, est très fatigué »<sup>41</sup>. Seule une moitié des véhicules apparaît à peu près en état de marche. Or la récupération par réquisition conduit à une disparité de marques et de modèles et donc de pièces de rechange à trouver. Pour s'en donner une idée, il convient de considérer le parc de la Demi-brigade de l'Armagnac en janvier : douze marques différentes pour les voitures, autant pour les camions et six pour les camionnettes<sup>42</sup>.

L'approvisionnement en carburants n'est de même pas des plus simples. Les unités fonctionnent initialement avec les prises de guerre, tel un camion chargé de 2 000 litres d'alcool, capturé le 7 septembre à Forges, près de La Rochelle. Dans la région bordelaise, des stocks d'essence abandonnés par les Allemands permettent d'assurer un certain approvisionnement, moyennant une coupure avec de l'alcool et du benzol. Plus au nord, les ressources se limitent à la production d'alcool-éther à Melle (pour les voitures) et aux chantiers de carbonisation, fortement ralentis durant la mauvaise saison, pour les moteurs gazogènes (camions et majorité des fourgonnettes). A partir de la mi-décembre, de l'essence américaine est toutefois acheminée depuis la région parisienne, par trains sous surveillance armée.

Dans ce contexte, les grands déplacements se font essentiellement par voie ferrée. Dès les 10 septembre 1944, une partie de la Demi-brigade de l'Armagnac, partie de Toulouse, arrive à Bordeaux par train, au terme d'un trajet de *seulement* dix heures, à la faveur d'un axe ferroviaire en relativement bon état<sup>43</sup>. Si la destruction du pont ferroviaire de Bordeaux a été évitée, les ponts de Saint-André-de-Cubzac et de Libourne ont été détruits le 28 août : pour joindre Bordeaux à la Charente maritime, les trains doivent effectuer un long détour par Agen. Les petites gares du Médoc (notamment Lesparre), de la Saintonge (Jonzac, Pons, Pisany...) et des confins de l'Aunis (l'Île-d'Elle, Luçon, Surgères, Saint-Jean-d'Angély...) deviennent rapidement des plaques tournantes pour les mouvements de troupes et de matériel. Ce trafic reste cependant à relativiser, malgré une croissance certaine au fil des mois. Avec l'hypothèse de quinze wagons par train en moyenne, entre novembre 1944 et mai 1945, les données connues en région bordelaise montrent un trafic militaire certes multiplié par trois mais qui ne dépasse pas une moyenne de deux trains quotidiens (voir le graphique 4)<sup>44</sup>.

Les déplacements ferroviaires sont particulièrement longs, par manque de locomotives, du fait des chantiers de réparation des voies et à cause des larges mouvements de rocade auxquels sont contraints les convois français autour de La Rochelle ou pour franchir la Dordogne. Les déplacements de plus de 300 km requièrent un jour complet, si ce n'est plus. Le confort n'est de plus pas de mise : le transfert du Bataillon Foch du secteur de La Rochelle vers celui de Royan, en février, s'est par exemple déroulé à bord de « wagons aux portes faussées ne fermant pas et d'autres, anciens [wagons] mitraillés à plafonds percés de gros trous, [qui] laissèrent pénétrer tant d'air froid et de pluie que leurs occupants en furent très éprouvés »<sup>45</sup>.

## L'activité quotidienne

Le siège des poches allemandes du Sud-ouest est marqué dès les premiers jours par un paradoxe. Les Allemands, bien qu'assiégés, ont eux-mêmes choisis les contours de leurs réduits, s'appuyant sur des coupures naturelles (estuariers, marais). En outre, dès le mois de septembre 1944 et jusqu'en mars 1945, ils détiennent l'initiative des opérations et imposent leur rythme au camp français, sous la forme de coups de main de portée limitée ou d'attaques dites de *va-et-vient* menées sur plusieurs kilomètres de front. Ces dernières actions, visant notamment à capturer des stocks de vivre et du bétail, se concentrent dans le secteur de La Rochelle. D'octobre 1944 au 31 mars 1945, les pertes françaises au combat dans le Sud-ouest se montent à 200 tués et près de mille prisonniers, le secteur de La Rochelle y pesant respectivement pour 50 % et 90 %, sans compter la perte de près de 3 000 têtes de bétail (Weiss, 2010).

Ces attaques sont violentes mais restent localisées et ne dépassent pas 24 heures à une exception près (à la mi-janvier, dans le secteur de Marans). De ce fait, l'analyse des comptes-rendus d'activité disponibles pour des périodes de plusieurs semaines montre un quotidien en apparence assez calme, troublé de temps à autre, mais pas quotidiennement, par des heurts de patrouilles et des échanges d'artillerie. Les journées où il n'y a « rien à signaler » sont dans la plupart des cas majoritaires.

Toutes les portions de front ne sont néanmoins pas logées à la même enseigne : les *fronts de terre* sont beaucoup plus animés que les *fronts inondés*. Ainsi en est-il, face à Royan, du secteur de Saujon par rapport à celui de Marennes ou, devant La Rochelle, entre le secteur très animé allant de Ballon à Saint-Jean-de-Liversay et le secteur de Rochefort. Dans la Pointe de Grave, la même dichotomie s'observe entre la côte atlantique, au terrain dunaire praticable et les marais bordant la Gironde. En matière d'organisation des positions, les situations sont variées et inspirées « par la fantaisie de chacun » faute d'instruction : « Là ce sont des petits postes disposés en quinconce, ici un cordon à peu près rectiligne, le coude à coude de novembre 1914, ailleurs de forts points d'appui »<sup>46</sup>.

Le front s'anime surtout la nuit : « Le jour l'activité ennemie se limite à des tirs d'infanterie et quelques coups de mortiers. La nuit les patrouilles sortent pour chercher le contact »<sup>47</sup>. Les affrontements dans ce *no man's land*, s'ils ne sont pas fréquents, sont violents. Le journal de marche du 50<sup>ème</sup> RI conserve la trace de patrouilles malheureuses : cinq tués et cinq prisonniers le 13 janvier, six prisonniers le 8 février, trois tués et six blessés le 27 février<sup>48</sup>... Le quotidien des premières lignes se résume ainsi à une longue veille : veille d'un adversaire qui ne se montre qu'épisodiquement, veille à la merci de coups portés par un ennemi invisible (mines et artillerie), veille ponctuée la plupart du temps par des alertes fausses mais imprévisibles. Le danger des mines est particulièrement sensible dans le secteur dunaire de la Pointe de Grave, où, de la mi-novembre à la mi-janvier, le 2<sup>ème</sup> Régiment du Lot subit des pertes par mines en moyenne tous les huit jours, avec à chaque fois des morts ou des blessés graves<sup>49</sup>.

Dans ces conditions, les combattants des avant-postes connaissent une tension nerveuse certaine, illustrée par une propension à tirailler « à tort et à travers de jour comme de nuit »<sup>50</sup>. Les consommations connues pour quelques bataillons indiquent ainsi des coups tirés en moyenne toutes les trois à cinq minutes, y compris les jours où il n'y a pourtant aucune action.

Des trêves locales interviennent, principalement relatives au ravitaillement ou à l'évacuation des civils empochés. Elles résultent de négociations engagées dès la mi-septembre entre les deux camps et ne sont pas anecdotiques : devant La Rochelle, du 17 décembre au 29 avril, le 78<sup>ème</sup> RI signale treize jours en trêve, soit un jour sur dix<sup>51</sup>. Dans le secteur de Royan, le bombardement du 5 janvier est suivi d'une importante cessation des combats, du 9 au 18 janvier, suivie de cinq journées de trêve entre le 25 janvier et le 15 février, soit au total quinze jours sans combat en un mois et demi<sup>52</sup>.

## Un moral oscillant

L'automne puis le long hiver sont marqués par une attente : celle de l'attaque des poches allemandes puis, s'il en est encore temps, la participation aux opérations en Allemagne. « En général, les hommes voudraient se battre et déplorent le calme excessif du secteur actuel (...). La crainte d'être équipé et instruit en unité moderne, trop tard pour prendre part aux combats décisifs, est généralement exprimée »<sup>53</sup>. La troupe a « hâte de passer à l'action »<sup>54</sup> mais « a l'impression de faire une nouvelle *Drôle de guerre* »<sup>55</sup>. Les négociations avec les Allemands sont de plus mal vécues : « Il est très difficile d'obtenir (...) le respect de conventions dont [les hommes] perçoivent mal l'utilité (...). Les combattants du Maquis ne conçoivent pas, autrement que les armes à la main, les rapports avec un ennemi impitoyable qui martyrisait leurs camarades pendant l'occupation et l'insurrection libératrice »<sup>56</sup>.

Dans cette « guerre d'attente » qui finit « par lasser un peu »<sup>57</sup>, on tue le temps, quitte à prendre des risques. Au Bataillon Foch, un « loustic (...) se promène un peu en avant des postes, habillé d'une capote allemande. Ses copains le mettent en joue, histoire de plaisanter, mais des civils qui ont vu la scène s'affolent », si bien que toute l'unité est mise en alerte bien inutilement<sup>58</sup>. Certains se lancent dans des patrouilles sans autorisation, et donc sans soutien, à l'image de la capture de six soldats du 50<sup>ème</sup> RI sortis de leur propre chef le 8 février<sup>59</sup>. D'autres trouvent une distraction avec des fusées de signalisation, causant de vives inquiétudes au contre-espionnage.

Pour tromper l'ennui, les hommes disposent de lectures, en l'occurrence une presse nationale (*Patrie, Pour que vive la France...*) et officielle (*Bulletin des Forces françaises de l'Ouest*) diffusée semble-t-il assez largement et gratuitement. Des bulletins régimentaires font également leur apparition : bulletin hebdomadaire du Bataillon Foch, *La Digue* hebdomadaire des Forces françaises de l'Aunis ou encore deux journaux édités au 50<sup>ème</sup> RI (*Le Rac déchaîné* et *Forces Françaises*).

Prenons l'exemple du bulletin *Foch*, dont 23 numéros paraissent du 3 décembre au 5 mai. La matière ne manque pas : à compter du 20 janvier, le bulletin passe de deux à quatre pages, à contenu très dense. Aux côtés d'articles repris de la presse nationale, une production propre tient une bonne place : un éditorial hebdomadaire, des rubriques pratiques (les *Conseils du Mécano*, les *Conseils du Vieux toubib*) et de la détente, sous forme d'humour (blagues de Toto et histoires de caserne ) et de poésie, indication d'un besoin de distraction, avec en moyenne une pleine page par bulletin. Parmi les poèmes, notons des portraits rimés d'officiers, indices d'une certaine liberté de ton à leur égard et d'une tolérance de leur part.

Volontaires pour combattre, les hommes supportent leur situation avec endurance : « malgré les conditions difficiles de leur installation en ligne, le moral reste élevé » peut-on lire au 107<sup>ème</sup> RI en février<sup>60</sup>. Même constat au 78<sup>ème</sup> RI en mars : le moral y est élevé malgré « les motifs de découragement que [la troupe] ne cache d'ailleurs pas »<sup>61</sup>.

Une réelle crise morale est cependant intervenue à la fin de l'année 1944. Deux faits se sont alors télescopés. D'une part, fin décembre, le report *sine die* de l'attaque de Royan est synonyme d'une prolongation pour de longs mois des sièges en cours et donc des conditions de vie des volontaires, qui plus est en plein hiver. D'autre part, la signature obligatoire d'engagements volontaires pour la durée de la guerre provoque des remous. Cette mesure, instaurée par décret le 19 septembre 1944, n'est concrètement mise en œuvre sur le front de l'Atlantique qu'à partir de la mi-novembre, concomitamment à l'installation du Général de Larminat à son poste de commandement de Cognac. Ces engagements sont synonymes d'entrée définitive dans le giron de l'Armée et de départ pour ceux voulant garder leur indépendance ou ne rentrant pas dans les catégories prévues. Des professions sont en effet exclues (cheminots, fonctionnaires...) et des limites d'âge instaurées. Selon les secteurs, de l'ordre de 15 à 20 % des volontaires retournent à la vie civile, soit près de 7 500 hommes sur les 38 500 combattants comptabilisés à la mi-décembre<sup>62</sup>.

L'effet est double. Au plan moral, « la démobilisation de nombreux volontaires, dont beaucoup de



maquisards, [a] produit un fâcheux effet »<sup>63</sup> et une « crise de lassitude et d'indécision [s'est] esquissée »<sup>64</sup>. Par ailleurs, ces départs génèrent une forte tension sur les effectifs disponibles. La mise en œuvre parallèle de mesures de regroupement des volontaires étrangers et des soldats coloniaux ne fait qu'aggraver une « mauvaise humeur générale » : « les étrangers en particulier, généralement des résistants de la première heure, sont très mécontents d'avoir à choisir entre des corps de mauvaise réputation [la Légion étrangère] ou des camps de regroupement »<sup>65</sup>. Plus globalement, alors que « les unités en ligne depuis des mois ne voient pas la situation s'améliorer, (...) on voit toujours des gens partir mais personne ne vient les remplacer »<sup>66</sup>. Dès lors, « il est un mot qui a fait fortune : FFO signifie *Forces françaises oubliées*. Mot souvent justifié par les faits et de plus, vexant pour l'amour-propre »<sup>67</sup>. De même, au 78<sup>ème</sup> RI, il est question d'un sentiment « d'infériorité vis à vis du Boche ou d'autres unités »<sup>68</sup>.

Les propos précédents sont relatés dans des rapports de janvier à mars 1945. En avril 1945, la tonalité évolue. Outre la fin de l'hiver, deux facteurs entrent en jeu. En premier lieu, la majorité des unités connaît une amélioration sensible de ses conditions d'équipement : les photographies montrent des troupes désormais à peu près intégralement habillées (certes de vieilles tenues françaises ou de lots britanniques) et casquées. Les combattants du front de l'Atlantique sortent en outre des six mois de statu-quo passés face aux poches allemandes. L'attaque de Royan et de la Pointe de Grave est à nouveau à l'ordre du jour et sa préparation se traduit par des faits tangibles (arrivées de matériel, d'artillerie puis des renforts de la 2<sup>ème</sup> Division blindée). Devant La Rochelle, la dynamique des attaques allemandes est brisée le 1<sup>er</sup> mars, grâce à l'intervention coordonnée de plusieurs bataillons, de blindés de récupération et d'une artillerie de campagne composée à la fois de batteries venues de la 1<sup>ère</sup> Armée et de batteries servies par d'anciens FFI. Le camp français n'est certes pas en mesure de donner l'assaut au réduit rochelais mais l'ascendant tactique a changé de camp : plus aucune action allemande d'envergure n'intervient par la suite.

Dans ces nouvelles conditions, sans tomber dans l'allégorie, les volontaires du front de l'Atlantique accueillent positivement la perspective d'opérations offensives : « La majeure partie du personnel sera heureuse de vivre, à rôles renversés, la situation qu'elle aura connue entre l'Armistice et la Libération, y compris, peut-être, un certain désir de se montrer, enfin, les plus forts », toutefois « une fraction moins importante désirera rapidement rentrer au foyer, estimant son devoir accompli une fois la victoire acquise »<sup>69</sup>. Le 14 avril, jour de déclenchement de l'attaque de Royan et de la Pointe de Grave, au regard des journaux de marche, l'enthousiasme est effectivement au rendez-vous. Un ordre du 13 avril indique d'ailleurs une « défense absolue de chanter »<sup>70</sup> lors de la mise en place des troupes : chantaient-ils donc ?

Et la politique ? A dire vrai, le constat est que les documents consultés n'en parlent guère. Certains rapports font part de récriminations concernant la lenteur de l'épuration mais comme le précise un rapport du 158<sup>ème</sup> RI : « Les querelles politiques n'ont pas eu jusqu'à présent à s'exprimer de façon sérieuse et, dans l'ensemble, la cohabitation d'éléments venus de tous les points de l'horizon politique s'opère sans heurt (...). Patriotisme, amour de la liberté, fidélité au régime républicain, confiance dans le Chef du Gouvernement sont les sentiments unanimes »<sup>71</sup>. Faut-il en déduire une certaine sagesse de la troupe, engagée face à l'ennemi et repoussant à plus tard les querelles politiques, dont des mentions apparaissent dans les comptes-rendus des anciens régiments FFI durant l'été, au moment de leur démobilisation (Weiss, 2010) ? Rien ne le contredit...

### **Une perception négative des civils**

Les habitants des poches sont assez rapidement mal perçus et suspectés de duplicité. Des trêves pour permettre l'évacuation des Royonnais sont intervenues dès le mois de septembre mais les habitants restés sont assez nombreux : 4 000 en février 1945 (Adeline, 1948). Il en résulte une incompréhension car « en cinq mois la population de Royan a eu suffisamment de temps pour se

replier »<sup>72</sup>. Ce ressentiment n'empêche toutefois pas l'envoi de médecins pour les civils, après le bombardement de Royan en janvier.

Pour La Rochelle, la question se pose en d'autres termes, car la poche allemande englobe 60 000 habitants. Leur ravitaillement incombe à compter de janvier au camp français, suscitant de vives réactions de la part des combattants des premières lignes. Les 12 et 13 février, un train de ravitaillement est bloqué un temps par des soldats du 108<sup>ème</sup> RI périgourdin puis essuie des tirs. Pour éviter de nouveaux incidents, un ravitaillement par mer est mis en place à l'aide d'un remorqueur rochelais. Or, lors de son premier chargement à Tonny-Charente le 6 mars, une foule et des soldats s'opposent à son départ (Meyer, 1966).

Par ailleurs, les relations avec les civils résidant dans les bourgades et hameaux du front ne sont pas non plus toujours cordiales. A la date du 10 décembre, le journal de marche de la Demi-brigade de l'Armagnac indique que « la population du secteur de Marennes contient des éléments inquiétants (coupure de lignes téléphoniques, signalisation par fusées...) ». Cette tension autour de Royan est à nouveau mentionnée en février et mars 1945 : « La région (...) compte de nombreux sympathisants hitlériens. Ces gens n'ont pas cessé leur activité : chaque nuit, des fusées sont lancées en arrière des lignes »<sup>73</sup>. « La troupe se rend compte que la 5<sup>ème</sup> colonne est toujours active par endroit », au point que l'expulsion des « indésirables » est demandée<sup>74</sup>.

Au début du mois d'avril, à l'approche des opérations offensives, la population civile restante du secteur d'attaque sera finalement évacuée. Au bord de la Seudre, l'information est donnée par voie d'affiche le 7 avril, avec un préavis de 48 heures. Tout personne contrevenante sera « immédiatement arrêtée et placée dans un camp de concentration »<sup>75</sup>. La surveillance des zones évacuées est confiée à des gardes républicains : pour vérifier l'absence de civils mais aussi éviter les pillages... Les civils subissent en effet la présence des troupes, fait indéniable mais qui n'apparaît que par allusion dans les documents laissés par les unités (vaisselle empruntée puis oubliée, tonneaux de cognac réquisitionnés l'arme au poing...). Dès l'automne, certains éléments, notamment le groupe Soleil, sont dénoncés pour leurs « exactions qui risquent de porter atteinte au renom des FFI »<sup>76</sup>.

Les volontaires du front de l'Atlantique n'ont pas non plus échappé à une amertume vis-à-vis de la population de l'arrière, accusée d'oublier que la guerre se poursuit. Ce sentiment est illustré par l'éditorial du bulletin *Foch* du 17 décembre : les anciens FFI y sont invités à conserver une certaine dignité vis-à-vis des civils (certains en auraient-ils manqué ?), qui « ne sont pas des traîtres » mais « qui ne font pas la guerre », non sans leur reprocher que leur « esprit de sacrifice s'arrête à la porte de l'épicier »<sup>77</sup>.

## Conclusion

Au terme de cet exposé, les sources de 1948 ne sont bien évidemment pas prises en défaut mais les archives mobilisées permettent de les compléter avec un tableau plus sensible du quotidien des volontaires du long siège des poches du Sud-ouest, qu'il s'agisse de leur moral ou des conditions qu'ils ont endurées. Deux termes émergent : attente et dénuement.

L'élan enthousiaste de la fin de l'été 1944, illustré par un projet, heureusement non mis en oeuvre, d'attaque de l'île d'Oléron dès le 9 septembre<sup>78</sup>, a été suivi d'un statu-quo de plus de six mois, où les rôles des belligérants se sont inversés. Les poursuivants et assiégés se sont retrouvés contraints de subir la pression des assiégés. Dans ces conditions, l'attente imposée, dont l'échéance finale n'était ni connue ni même assurée, a fortement influencé le moral des combattants français. En janvier 1945, le Colonel Adeline a fait état au Général de Larminat de sa conviction « que des unités régulières à qui l'on demanderait de combattre dans de semblables conditions n'apporteraient pas le même entrain et la même bonne humeur et se seraient déjà lassées depuis longtemps »<sup>79</sup>.

Cette endurance résulte du caractère volontaire des combattants. Toutefois, s'ils illustrent bien le refrain de l'hymne national (« Aux armes citoyens / Formez vos bataillons »), la victoire ne s'est pas faite pas en chantant. Un désenchantement s'est au contraire installé au cours de l'hiver, marqué par le départ de près de 20 % des volontaires par refus de souscrire un engagement dans l'Armée. Cette proportion est élevée mais reste cependant inférieure au taux moyen de 50 % constaté durant l'automne au sein des unités FFI du Sud-ouest parties rejoindre la 1<sup>re</sup> Armée (Weiss, 2010). L'expression *Forces françaises oubliées*, s'appliquant également aux assiégeants de Saint-Nazaire et Lorient, illustre l'acmé de cette crise morale, nourrie en outre par un indéniable dénuement, au moins jusqu'au mois de février 1945.

La pénurie décrite n'est cependant à nouveau pas propre au Sud-ouest. Elle s'observe sur tous les fronts d'engagement de FFI, y compris au sein de la 1<sup>re</sup> Armée (Michalon, 1974). La France est un pays désorganisé, rationné et dont l'industrie a été pillée ou détruite. L'Armée n'échappe pas à cette situation : elle est strictement dépendante du bon vouloir allié pour l'entretien et l'armement des volontaires issus des FFI (Vernet, 1980). Or c'est là que le bât blesse. Le plan de réarmement français du 30 novembre 1944 prévoyant huit nouvelles divisions n'est qu'à peine entamé en mai 1945. Seules quatre divisions ont reçu leur équipement individuel, dont uniquement trois engagées durant les toutes dernières semaines du conflit.

Paradoxalement, les anciennes unités FFI assiégeant les poches allemandes du Sud-ouest, bien qu'absentes des projets de nouvelles divisions du plan, ont entre-temps pris une part majeure aux opérations de Royan et de la Pointe de Grave, puis à l'assaut amphibie de l'île d'Oléron. Cette dernière opération ne trouve d'équivalent français contemporain qu'avec l'assaut de l'île d'Elbe en mai 1944 puis le franchissement du Rhin en mars 1945 par les unités de la 1<sup>re</sup> Armée.

L'oubli évoqué au sujet des volontaires de l'ouest est ainsi avant tout un oubli global des FFI de la part du haut commandement allié. Que pesaient-ils en effet, en termes de priorités, par rapport aux effectifs alliés, bien plus nombreux et directement opérationnels, déjà engagés en Europe ? Au demeurant, ces volontaires, par leur seule présence, ont annulé l'effet stratégique escompté des poches de l'Atlantique par le haut commandement allemand : grâce aux anciens FFI, seuls des éléments alliés limités en nombre ont été bloqués sur place pour le siège de ports, dont les Alliés n'ont d'ailleurs finalement pas eu besoin grâce aux prises de Cherbourg, Marseille et Anvers. L'endurance des volontaires de l'hiver 1944-1945 n'en a que plus de mérite.

## **Bibliographie**

ANONYME, 1948. Livre d'or des Forces françaises de l'Ouest. Préface d'Edgard de Larminat. 103 p.

ADELIN Henri (Général), 1948. La Libération du Sud-ouest – Bordeaux, Royan – La Rochelle. Imprimerie Baconnier, Alger. 127 p.

FOULON Charles-Louis, 1975. Le pouvoir en province à la Libération. Les commissaires de la République, 1943-1946. Fondation nationale des Sciences politiques, Armand Colin. 301 p.

MABON Armelle, 2000. Les prisonniers de guerre coloniaux durant l'Occupation en France, Hommes et Migrations, n° 1228, novembre-décembre 2000, p.15-28.

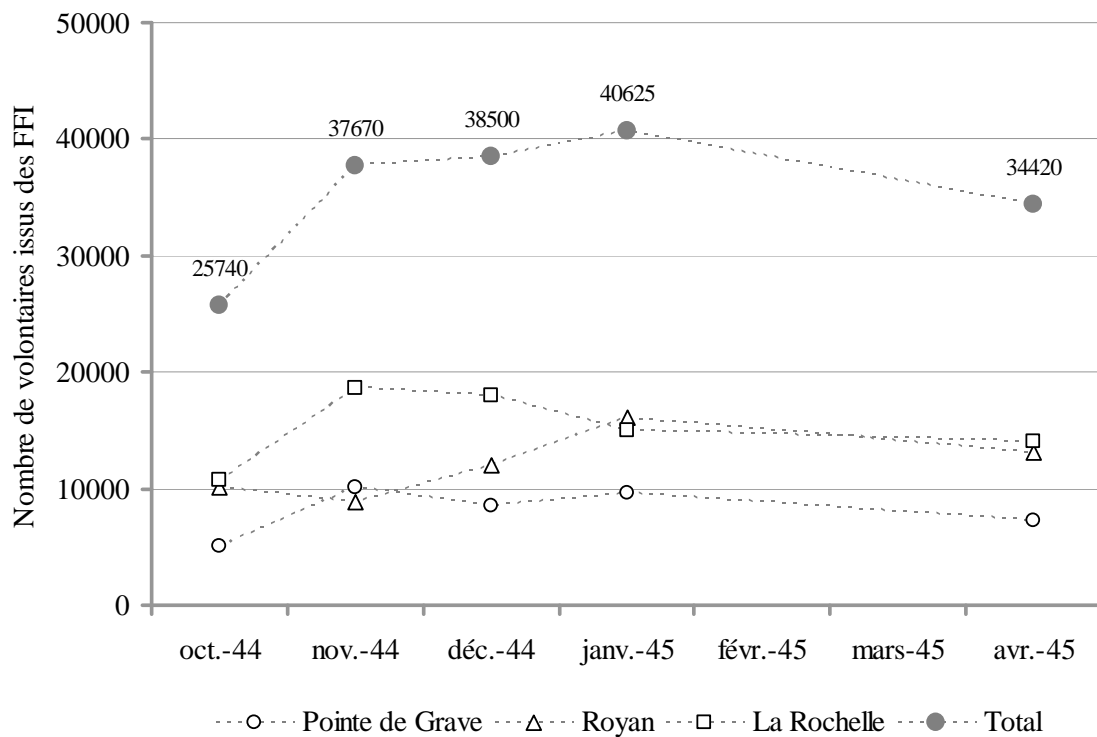
MEYER Hubert (Amiral), 1966. Entre marins – Rochefort, La Rochelle, Royan (1944-1945). Robert Laffont, Paris, 313 p.

MICHALON Roger (Lieutenant-colonel), 1974. L'amalgame FFI - 1<sup>ère</sup> Armée et 2<sup>ème</sup> DB. In : Actes du Colloque international du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale La libération de la France, octobre 1974. CNRS, Paris, 1976. p. 593-665.

VERNET Jacques. Le réarmement et la réorganisation de l'Armée de Terre française (1943-1946). Ministère de la Défense, Service Historique de l'Armée de Terre, 1980, 241 p.

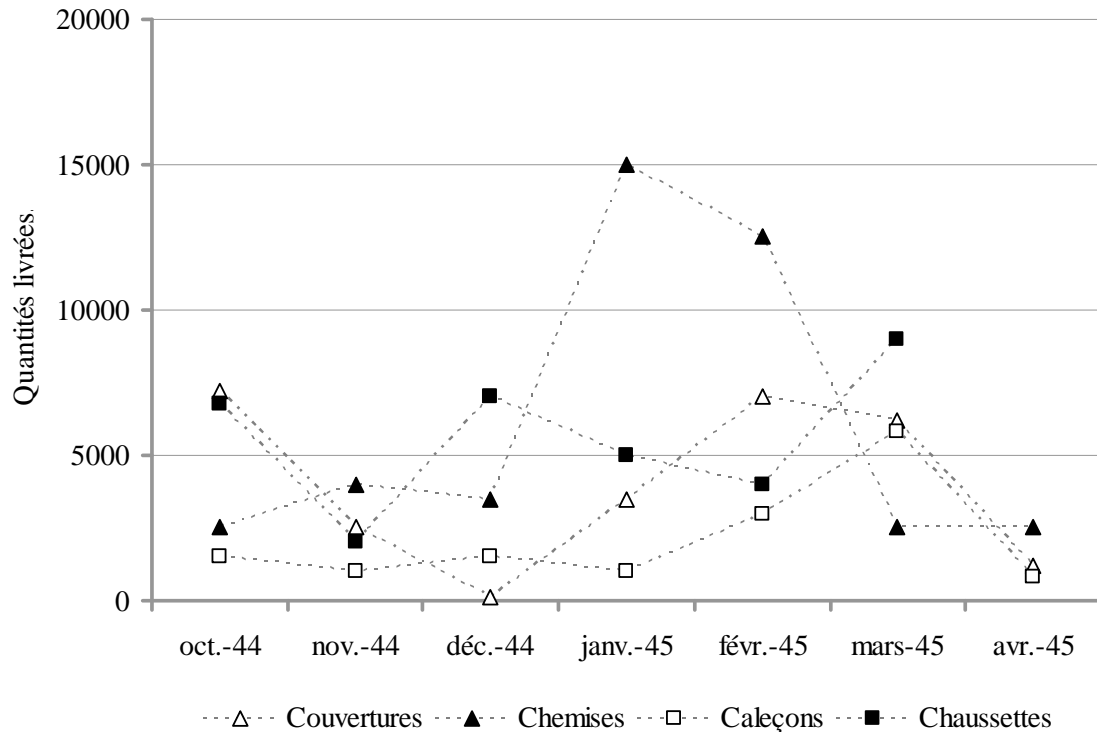
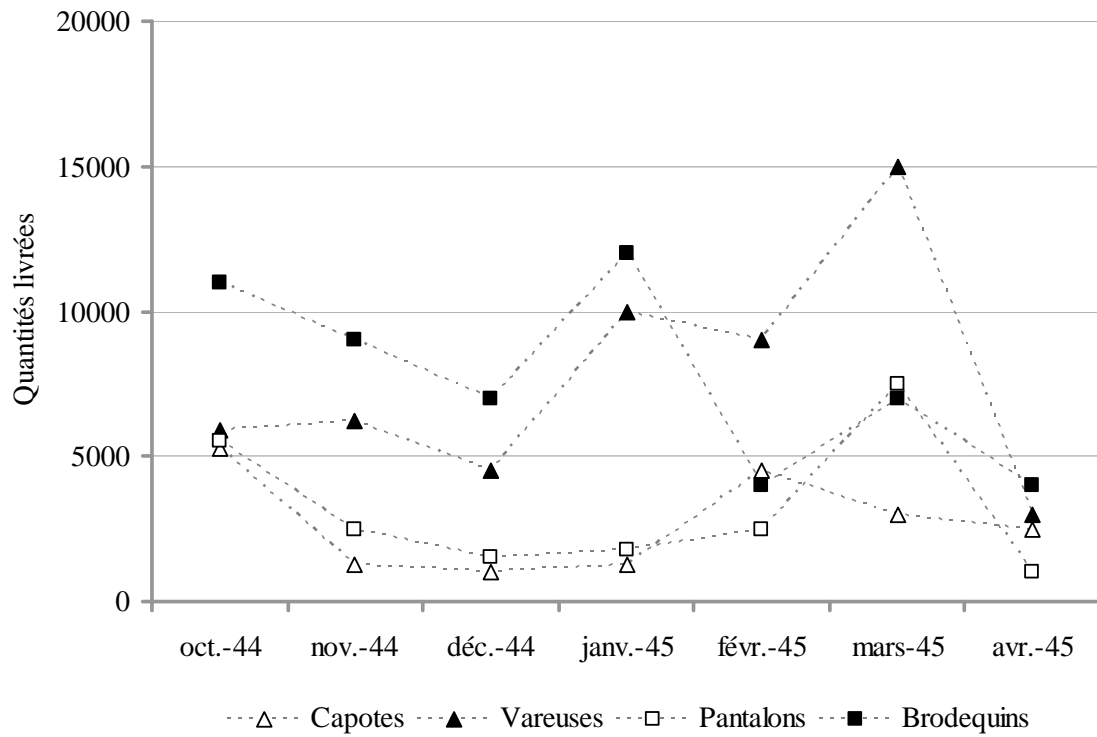
WEISS Stéphane, 2010. Panorama de la régularisation des unités combattantes issues des Forces Françaises de l'Intérieur sur les fronts de la Pointe de Grave, de Royan et La Rochelle. Mémoire de Master 2 Recherche, mention Histoire. Université Lumière Lyon 2. 245 pages et annexes.

**Graphique 1 : Évolution des effectifs de volontaires issus des FFI engagés devant les poches allemandes du Sud-ouest**

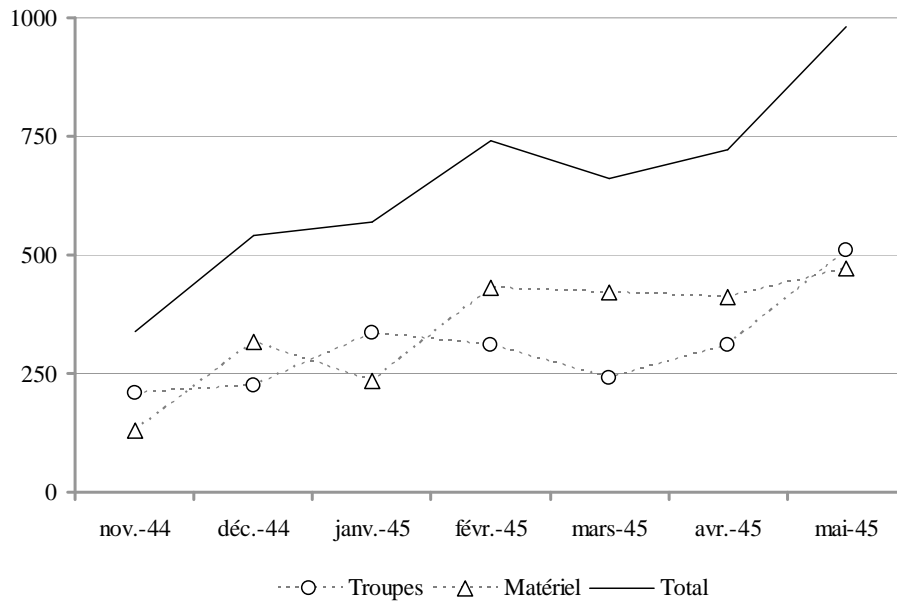


Les variations observées entre décembre et janvier devant La Rochelle et Royan sont liées au transfert d'un important groupement de 4 900 hommes du premier secteur vers le second.

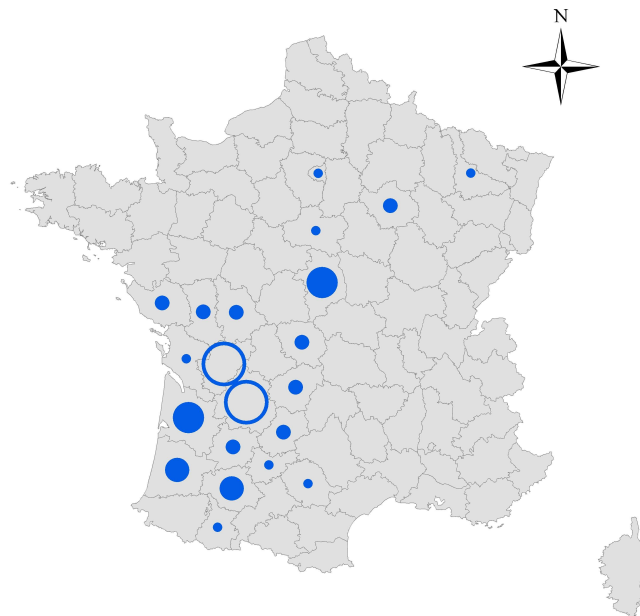
**Graphiques 2 et 3 : Livraisons d'effets vestimentaires en 18<sup>ème</sup> Région militaire (Bordeaux)**



**Graphique 4 : Trafic ferroviaire militaire en 18<sup>ème</sup> Région (Bordeaux) en nombre de wagons mis en route.**



**Carte 1 : Origine départementale des unités issues des FFI engagées face aux poches allemandes du Sud-ouest de septembre 1944 à mars 1945.**



Nombre de bataillons FFI originaires, par départements

- 1 bataillon ou moins
- 2 à 3 bataillons
- 4 à 6 bataillons
- 6 à 10 bataillons
- Plus de 10 bataillons

- 
- <sup>1</sup> : Service historique de la Défense, département Terre (ci-après SHD Terre), Vincennes, cote 12 P 11. Rapport périodique sur le moral du 50<sup>ème</sup> RI, 13 février 1945.
- <sup>2</sup> : *Ibid.* note 1.
- <sup>3</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 12 P 26. Rapport périodique sur le moral du 158<sup>ème</sup> RI, 19 février 1945.
- <sup>4</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 12 P 15. Rapport périodique sur le moral du 78<sup>ème</sup> RI, 31 mars 1945.
- <sup>5</sup> : *Ibid.* note 3.
- <sup>6</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 12 P 5. Rapport périodique sur le moral du I/15<sup>ème</sup> RI, 16 février 1945.
- <sup>7</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 10 P 440. Brigade Carnot, enquête relative à un ex-volontaire de la LVF, 4 novembre 1944.
- <sup>8</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 12 P 15. Rapports concernant l'état sanitaire et la situation d'effectifs des 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> bataillons du 78<sup>ème</sup> RI, 20 et 21 mars 1945.
- <sup>9</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 13 P 85. Subdivision militaire d'Auch, lettre du Lieutenant-colonel Lesur au Colonel Monnet, 29 janvier 1945.
- <sup>10</sup> : *Ibid.* note 4.
- <sup>11</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 10 P 428. Exposé du Colonel Adeline sur la situation générale dans le secteur du Verdon, de Royan et de La Rochelle, 20 octobre 1944.
- <sup>12</sup> : *Ibid.* note 3.
- <sup>13</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 10 P 429. Note du Colonel Adeline à tous les chefs de corps, 19 mars 1945.
- <sup>14</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 10 P 429. Note de service du Colonel Chêne, 2 avril 1945.
- <sup>15</sup> : Bulletin *Forces françaises* n° 16 du 29 novembre 1944.
- <sup>16</sup> : Bulletin *Forces françaises* n° 17 du 6 décembre 1944.
- <sup>17</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 12 P 260. Journal de marche du Bataillon de Marche Antillais n° 5.
- <sup>18</sup> : *Ibid.* note 11.
- <sup>19</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 9 P 170. Historique de la 18<sup>ème</sup> Région militaire, été 1945.
- <sup>20</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 12 P 26. Procès-verbal de formation du Régiment Parisot, 1er janvier 1945.
- <sup>21</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 12 P 19. Rapport périodique sur le moral du 107<sup>ème</sup> RI, 16 février 1945.
- <sup>22</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 12 P 4. Rapport sur les besoins du 6<sup>ème</sup> RI, 25 janvier 1945.
- <sup>23</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 12 P 15. Historiques des trois bataillons du 78<sup>ème</sup> RI, été 1945.
- <sup>24</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 12 P 4. Lettre au Général de Larminat sur les besoins du 6<sup>ème</sup> RI, 22 janvier 1945.
- <sup>25</sup> : Pour les Armagnacs : *Ibid.* note 20. Pour le 6<sup>ème</sup> RI : *Ibid.* note 22. Pour le 107<sup>ème</sup> RI : Procès verbal de formation du 107<sup>ème</sup> RI, 4 février 1945 (SHD Terre, Vincennes, cote 12 P 19).
- <sup>26</sup> : *Ibid.* note 3.
- <sup>27</sup> : *Ibid.* note 22.
- <sup>28</sup> : *Ibid.* note 1.
- <sup>29</sup> : *Ibid.* note 25.
- <sup>30</sup> : *Ibid.* note 1.
- <sup>31</sup> : *Ibid.* note 24.
- <sup>32</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 12 P 15. Rapport sur l'état de santé du 1<sup>er</sup> bataillon du 78<sup>ème</sup> RI, 17 mars 1945.
- <sup>33</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 10 P 440. Rapport sur les Forces françaises de la Pointe de Grave, 11 décembre 1944.
- <sup>34</sup> : *Ibid.* note 2.
- <sup>35</sup> : Bulletin *Foch* n° 11 du 10 février 1945.
- <sup>36</sup> : *Ibid.* note 11.
- <sup>37</sup> : *Ibid.* note 22.
- <sup>38</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 13 P 80 (dossier des FFI landais). État des rationnaires de la Brigade Carnot, 27 octobre 1944.
- <sup>39</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 12 P 11. Rapport périodique sur le moral du 50<sup>ème</sup> RI, 16 mars 1945.
- <sup>40</sup> : Pour le 6<sup>ème</sup> RI : Ordre de mouvement du parc auto du régiment Bir Hacheim, 28 octobre 1944 (SHD Terre, Vincennes, cote 13 P 73). Pour le 50<sup>ème</sup> RI : Note sur l'état du 50<sup>ème</sup> RI, 23 mars 1945 (SHD Terre, Vincennes, cote 12 P 11).
- <sup>41</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 13 P 72. Lettre du Colonel Bertrand au général commandant la 5<sup>ème</sup> Région militaire, 24 octobre 1944.
- <sup>42</sup> : *Ibid.* note 20.
- <sup>43</sup> : SHD-Marine, Vincennes, cote TTH8. Chronologie des événements principaux de l'existence de l'École navale entre le 14 août 1944 et le 23 janvier 1945, 8 février 1945.
- <sup>44</sup> : *Ibid.* note 19.
- <sup>45</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 12 P 22. Rapport sur la situation physique et morale du Régiment Foch, 10 février 1945.
- <sup>46</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 1 K 632. *Le Secteur de l'Aunis*. Tapuscrit non daté du Général Félix Chêne.
- <sup>47</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 12 P 20. Journal de marche du 4<sup>ème</sup> Bataillon de Bir Hacheim puis I/107<sup>ème</sup> RI.
- <sup>48</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 12 P 11. Journal de marche du 50<sup>ème</sup> RI.
- <sup>49</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 13 P 81. Journal de marche du 2<sup>ème</sup> RI du Lot.
- <sup>50</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 10 P 426. Collection de comptes-rendus quotidiens du 107<sup>ème</sup> RI du 30 octobre au

20 décembre 1944.

<sup>51</sup> : *Ibid.* note 23.

<sup>52</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 13 P 87. Journal de marche de la Demi-brigade de l'Armagnac.

<sup>53</sup> : *Ibid.* note 3.

<sup>54</sup> : *Ibid.* note 1.

<sup>55</sup> : *Ibid.* note 21.

<sup>56</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 12 P 26. Rapport périodique sur le moral du 158<sup>ème</sup> RI, 15 mars 1945.

<sup>57</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 12 P 19. Rapport périodique sur le moral du 107<sup>ème</sup> RI, 16 mars 1945.

<sup>58</sup> : Bulletin *Foch* n° 12 du 17 février 1945.

<sup>59</sup> : *Ibid.* note 48.

<sup>60</sup> : *Ibid.* note 21.

<sup>61</sup> : *Ibid.* note 4.

<sup>62</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 7 P 49. Lettre n° 1 671 FFO/EM1 du Général de Larminat au Général Joinville, Directeur des FFI au ministère de la Guerre, 16 décembre 1944.

<sup>63</sup> : *Ibid.* note 1.

<sup>64</sup> : *Ibid.* note 3.

<sup>65</sup> : *Ibid.* note 56.

<sup>66</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 10 P 443. Note sur la situation du Sous-secteur Ouest des Forces françaises de la Pointe de Grave, 19 mars 1945.

<sup>67</sup> : *Ibid.* note 56.

<sup>68</sup> : *Ibid.* note 4.

<sup>69</sup> : *Ibid.* note 3.

<sup>70</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 13 P 77. Journal de marche du 3<sup>ème</sup> Bataillon Foch du 6<sup>ème</sup> RI, avril 1945.

<sup>71</sup> : *Ibid.* note 3.

<sup>72</sup> : *Ibid.* note 21.

<sup>73</sup> : *Ibid.* note 21.

<sup>74</sup> : *Ibid.* note 57.

<sup>75</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 12 P 26. Affiche du 158<sup>ème</sup> RI, 7 avril 1945.

<sup>76</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 6 P 7. 9<sup>ème</sup> Région militaire, bulletin de renseignement, 25 novembre 1944.

<sup>77</sup> : Bulletin *Foch* n° 3 du 17 décembre 1944.

<sup>78</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 10 P 426. Collection d'ordres du Bataillon Rolland du mois de septembre 1944.

<sup>79</sup> : SHD Terre, Vincennes, cote 7 P 49. Exposé du Colonel Adeline sur les Forces françaises du Sud-ouest au 1<sup>er</sup> janvier 1945, 5 janvier 1945.